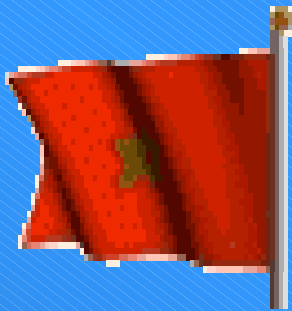


ROYAUME DU MAROC



Un Maroc digne des enfants

«... le Royaume du Maroc ...
réaffirme son attachement
aux droits de l'Homme tels
qu'ils sont universellement
reconnus.»

Préambule de la Constitution marocaine



SOMMAIRE

1

**Des avancées notables privilégiant
« l'approche droits humains »...**

2

Mais des insuffisances persistent ...

3

**Que l'actuelle stratégie sociale
du Gouvernement vise à surmonter...**

4

**Cependant sa mise en œuvre reste
confrontée à des obstacles structurels...**

5

**Ce qui nécessite une démarche novatrice :
plan d'action intégré en faveur de l'enfance ...**

6

Facteurs clés de succès...

Des avancées notables privilégiant « l'approche droits humains » ...

Au plan institutionnel

- Consolidation du processus d'harmonisation de la législation nationale avec les principes des conventions internationales relatives aux droits de l'enfant :
 - Réforme du **code de la famille** consacrant notamment :
 - l'égalité entre l'homme et la femme au niveau de la responsabilité familiale
 - l'élévation de l'âge du mariage à 18 ans
 - la protection du droit de l'enfant né hors lien du mariage à la reconnaissance de paternité
 - le droit à la pension alimentaire ...

Incidence direct et indirect notamment
sur la diminution du travail des enfants et sur l'abandon scolaire

Des avancées notables privilégiant « l'approche droits humains » ...

- Réforme du **code du travail**
- Réforme du **code pénal** tendant vers une meilleure protection des mineurs (relèvement de la majorité pénale à 18 ans)
- Réforme du **dahir sur la nationalité** pour permettre son attribution également aux enfants nés d'une mère marocaine
- Réforme du **dahir relatif au régime de sécurité sociale** prolongeant notamment de 12 à 14 semaines la période d'indemnisation suite à l'accouchement

Des avancées notables privilégiant « l'approche droits humains » ...

- Approfondissement du processus de **déconcentration** et de **décentralisation** (réforme de la Charte Communale) à travers la consécration des trois principes fondamentaux suivants :
 - la subsidiarité
 - l'interministérialité
 - la territorialité
- Approfondissement du processus démocratique au Maroc et renforcement du rôle de la société civile : une garantie pour la protection des droits de l'enfant.

Des avancées notables privilégiant « l'approche droits humains » ...

Au plan de la bonne gouvernance et de la refondation des politiques publiques

- ❑ Amorce d'une gouvernance des finances publiques axée sur les résultats autour de programmes dédiés notamment à l'enfance**
- ❑ Mise en œuvre de réformes sectorielles « structurantes » dans les domaines suivants :**
 - Education et formation;
 - Santé et environnement;
 - Infrastructures de base (eau potable, électrification et routes rurales);
 - Habitat social.

Mais des insuffisances persistent ...

- ❑ **Contexte macroéconomique structurellement contraignant**
(Poids de la dette, impact de la libéralisation de l'économie sur les équilibres fondamentaux et sur les populations vulnérables...)
- ❑ **Niveau de pauvreté préoccupant**
- ❑ **Difficultés d'accès aux services et aux équipements sociaux de base pour les populations défavorisées en particulier en milieu rural**
- ❑ **Persistance du phénomène du travail des enfants**
 - 11 % des enfants âgés de 7 à 14 ans
 - Secteurs les plus concernés : Agriculture – Textile – Artisanat...

... que l'actuelle stratégie sociale du Gouvernement vise à surmonter...

- ❑ **Réallocation des ressources budgétaires au profit :**
 - des secteurs sociaux : allocation de 49,3 % du Budget de l'Etat en 2004 contre 41 % en 1992
 - des secteurs sociaux essentiels : environ 20 % du Budget de l'Etat en 2004

... que l'actuelle stratégie sociale du Gouvernement vise à surmonter...

- ❑ la mise en œuvre de programmes dédiés notamment à l'enfance et à la lutte contre la pauvreté dans le cadre d'une nouvelle politique de proximité visant :
 - la généralisation de l'enseignement fondamental
 - l'institution du préscolaire au profit de la petite enfance
 - le développement de l'éducation non formelle
 - la promotion de la formation par apprentissage
 - l'intensification de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion à travers la réforme des instruments de l'action sociale de proximité

que l'actuelle stratégie sociale du Gouvernement vise à surmonter...

- Le développement du programme « vacances pour tous » au profit des enfants issus des milieux défavorisés
- l'appui au logement social et à l'activité du micro-crédit
- l'amélioration de l'accès des populations rurales aux équipements de base
- la mise en place dès 2005 de la couverture médicale de base notamment le régime d'assistance médicale en faveur des populations démunies ...

que l'actuelle stratégie sociale du Gouvernement vise à surmonter...

- ❑ Réforme du **code du travail** pour une meilleure protection de l'enfant :
 - fixation à 15 ans révolus de l'âge d'admission au travail
 - relèvement des amendes en cas de violation de la législation régissant le travail des enfants

- ❑ Réalisation de campagnes de communication :
 - l'exploitation sexuelle des enfants
 - le travail des enfants et le travail domestique des petites filles.

- ❑ Création d'un centre d'écoute par **l'Observatoire National des Droits de l'Enfant** au profit des enfants victimes des maltraitances.

mais dont la mise en œuvre reste confrontée à quelques obstacles structurels...

- ❑ Prédominance des normes socioculturelles anachroniques**
- ❑ Faiblesse des mécanismes de coordination des politiques publiques aux niveaux central et local**
- ❑ Forte centralisation de la gestion des programmes à caractère social**
- ❑ Insuffisance des mécanismes de ciblage des pauvres**

mais dont la mise en œuvre reste confrontée à quelques obstacles structurels...

- ❑ Efficacité limitée des politiques sociales en raison de la prédominance de l'approche budgétaire axée sur la logique de moyen**
- ❑ Tarissement des sources de financement des programmes prioritaires dédiés notamment à l'enfance**
- ❑ Absence d'instruments pertinents d'évaluation des politiques et programmes publics dédiés à l'enfance.**

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

**Forte implication du Leadership politique
dans l'élaboration du Plan d'Action National
comité ministériel chargé de l'enfance
présidé par le Premier Ministre (19 mai 2004)**

Dans le cadre d'une approche holistique :

- Impliquant l'ensemble des acteurs
- Favorisant l'interministérialité et l'intersectorialité dans le cadre d'une politique cohérente et intégrée
- Concrétisant l'ancrage territorial des politiques publiques dédiées à l'enfance

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

Cette vision implique



1. La poursuite du processus d'approfondissement de la déconcentration à travers :
 - l'engagement de la réflexion visant la création de **pôles de déconcentration régionaux** au niveau des 16 régions du Royaume regroupant par secteur (social, infrastructure ...) les « départements ministériels complémentaires » ;
 - la dynamisation des **comités techniques provinciaux**;
 - l'introduction de la **dimension régionale** des budgets sectoriels.

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

2. L'accélération de la mise en place des nouveaux dispositifs budgétaires axés sur les résultats :

- **La globalisation des crédits** qui offre une flexibilité aux gestionnaires tout en les responsabilisant sur la réalisation d'objectifs prédéfinis ;
- **La contractualisation** des relations entre l'administration centrale et ses services déconcentrés qui renforce la responsabilisation des gestionnaires locaux en les impliquant dans la programmation et l'exécution des crédits qui leur sont délégués
- **Le partenariat** entre l'Etat, les collectivités locales et les ONG pour mutualiser l'allocation des ressources financières et apporter une réponse de proximité aux besoins exprimés par les populations.

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

Globalisation des Crédits illustration en matière de Santé

| | 2002 | | 2003 | 2004 |
|---|------------|--------------|-------------|-------------|
| | Prévisions | Réalisations | Prévisions | Prévisions |
| Programme de santé reproductive et de la santé de l'enfant | | | | |
| • Accroître la couverture par la consultation prénatale (au moins 2 par femme enceinte) en milieu rural et urbain (%) | 47 | 45 | 50,5 | 52 |
| • Améliorer la couverture par l'accouchement en milieu surveillé en milieu rural et urbain (%) | 52 | 50 | 52 | 53 |
| Construction et équipement des Formations de soins de santé de base (région de Oued Eddahab-Lagouira) | | | | |
| • Atteindre un taux de couverture de la population scolaire par la visite médicale systématique (%) | 85 | 85 | 90 | 95 |
| • Augmenter le nombre de consultations médicales par habitant dans le réseau des établissements de soins de santé de base | 1,0 | 1,0 | 1,20 | 1,50 |

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

Globalisation des Crédits

illustration en matière d'éducation et de formation

| | |
|--|--|
| Développement de l'offre et l'encouragement de la scolarisation | <ul style="list-style-type: none">• Taux de couverture des communes rurales par les collèges• Nombre d'élèves / salle de classe• Pourcentages des écoles et des collèges bénéficiant du programme de réhabilitation |
| Amélioration des conditions sociales des élèves | <ul style="list-style-type: none">• Pourcentage des établissements disposant d'une cantine scolaire en milieu rural• Capacité d'hébergement des internats• Pourcentage des bénéficiaires de denrée sèche• Nombre d'élèves aux besoins spécifiques intégrés et scolarisés annuellement |

ce qui nécessite une démarche novatrice : Plan d'action intégré en faveur de l'enfance...

3. L'intégration de la dimension « **genre** » dans les pratiques de planification, de programmation, d'exécution, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques en privilégiant :
 - en amont, le critère « genre » pour la sélection des projets et des programmes publics et en aval, l'analyse de leurs impacts selon l'optique genre
 - Développer des indicateurs sensibles au genre (taux de mortalité infantile et néonatale, taux de scolarisation de la petite fille).
4. L'introduction d'une **planification ascendante** fondée sur les besoins des populations concernées et en particulier des enfants

Schéma d'élaboration d'un Plan d'Action

Ministères

Services déconcentrés

Collectivités locales

Société civile

Elaboration d'une Stratégie nationale intégrée impliquant l'ensemble des acteurs

Définition des Objectifs opérationnels/ Priorités/ Indicateurs

Plan d'Action pluriannuel / Financement/ Echancier

Contractualisation

Programmation budgétaire / Exécution

Partenariat

Evaluation annuelle

Approche droit humain

Approche résultat

ONG

Collectivités locales

Services déconcentrés

Facteurs clés de succès ...

- ❑ Nouvelle gouvernance mondiale solidaire
- ❑ Cadre macroéconomique sain et croissance « pro-pauvre »
- ❑ Mobilisation des ressources financières dans un cadre solidaire
- ❑ Renforcement des capacités institutionnelles des différents acteurs au regard de la nouvelle approche axée sur les résultats

Facteurs clés de succès ...

- ❑ Développement d'un système d'information permettant un meilleur suivi de la politique de l'enfance
- ❑ Consolidation de la culture d'évaluation des programmes publics
- ❑ Sensibilisation et communication (travail des enfants, exploitation sexuelle des enfants)

**Merci
avec
un Maroc digne des enfants**